



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!



Comment le Canada justifie-t-il d'entretenir de si bons liens avec des États voyous comme Israël et l'Arabie Saoudite ?

On ne peut qu'apprécier le changement de ton depuis que les conservateurs de Stephen Harper ont été évincés du pouvoir en octobre 2015. Outre son parti pris évident envers l'industrie pétrolière polluante, le gouvernement Harper s'affichait ouvertement militariste, belliqueux, et abusivement pro-Israélien. Mais au-delà des mots et du ton qui ont changé à Ottawa, force est de constater que les gestes, les politiques, bref la réalité, n'ont pas changé tant que ça sous le nouveau gouvernement libéral de Justin Trudeau. Ainsi, le Canada, si prompt à dénoncer les atrocités et les atteintes aux droits de la personne perpétrées par certains dictateurs ou certaines organisations terroristes comme l'État islamique, n'hésite pas à défendre l'indéfendable lorsqu'il est « commis » par Israël ou l'Arabie Saoudite. Une situation quand même un peu gênante en regard des valeurs de la majorité de la population canadienne.

ISRAËL ET ARABIE SAOUDITE

Les mauvaises fréquentations du Canada

ISRAËL - UN ÉTAT DÉLINQUANT

Depuis sa création en 1948, l'État d'Israël est certainement l'un de ceux qui ont déféré le plus grand nombre de résolutions de l'ONU. Au regard du droit international, il s'agit sans contredit d'un État voyou et délinquant. La multiplication des agissements immoraux et illégaux du gouvernement israélien envers les populations palestiniennes ne semble toutefois pas refroidir ou gêner le gouvernement Trudeau. Pourtant...

L'APARTEID POUR LES PALESTINIENS

De plus en plus de gens, dont l'Archevêque (et Prix Nobel de la Paix) Desmond Tutu, comparent la situation actuelle en Israël à celle qui prévalait en Afrique du Sud jusqu'au début des années 90. À cette époque, 25 millions de Noirs vivaient sous la domination d'environ 4 millions de Blancs. Les Blancs avaient tous les droits, les Noirs même pas celui de voter. Il aura fallu des dizaines d'années de lutte, l'acharnement de Nelson Mandela, des sanctions et un boycott international pour mettre fin à ce régime d'apartheid. Le Canada avait alors assuré le leadership international de cette campagne de boycott et de sanctions.

En Israël, l'apartheid n'est pas fondé sur la couleur de la peau, mais plutôt sur la non-appartenance à la religion juive. Les Palestiniens, qu'ils soient musulmans ou chrétiens n'ont pas les mêmes droits que les Juifs. Ils n'ont pas le même accès au territoire, ils sont souvent confinés derrière des murs ou des barbelés. Même l'accès à l'eau, droit fondamental, n'est plus respecté pour les Palestiniens: Israël contrôle tout le système de l'eau en détournant 75%

des eaux du fleuve Jourdain avant qu'elles n'atteignent la Cisjordanie (un territoire palestinien), pour irriguer leurs terres. Depuis lors, ils n'ont plus accès au bassin du Jourdain : une bande de trois kilomètres de large est militarisée et en empêche l'accès.

DES COLONIES ILLÉGALES

En totale illégalité en vertu du droit international, Israël a installé plus de 269 implantations dans les territoires palestiniens qu'il occupe militairement, pour y établir environ 500 000 colons juifs. Ces implantations illégales réduisent le territoire de la Palestine en des enclaves séparées les unes des autres. En plus des colonies créées avec l'appui officiel d'Israël, une centaine d'implantations sauvages s'imposent avec des groupes sionistes militants qui occupent des terres familiales palestiniennes sans qu'Israël ne s'oppose. En fait, l'objectif d'Israël est clair : rendre irréalisable la création d'un État palestinien.

TOUTE UNE POPULATION EN PRISON

La bande de Gaza est un minuscule territoire où s'entassent environ 1,5 million de Palestiniens. La population civile y vit traumatisée par les bombardements répétés, les morts et les blessés, les destructions de milliers de maisons. Le blocus israélien (illégal lui aussi) provoque des pénuries de nourriture, de matériaux, de fournitures médicales ou autres. La jeunesse de Gaza a devant elle un avenir bloqué et est exposée à tous les risques : mort, maladie, chômage et désespoir, emprisonnements, etc. Pour plusieurs, Gaza est vu comme la plus grande prison du monde.



ARABIE SAOUDITE

UN ROYAUME ANTIDÉMOCRATIQUE

Saviez-vous que depuis 1947, une loi du parlement canadien proscrie l'exportation d'armes vers les pays « où les droits humains de leurs citoyens font l'objet de violations graves et répétées de la part du gouvernement » ?

C'est assez clair, et tout à fait sensé! Mais il semble pourtant que cette loi ne pèse pas lourd devant les contrats commerciaux que rapportent les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Le roi de cette pétromonarchie sortie tout droit du Moyen-Âge a beau couper la tête des criminels au sabre en public, interdire aux femmes de conduire ou de voter, condamner à 1000 coups de fouet des gens dont le seul « crime » est de réclamer la démocratie, rien n'y fait! Que les Saoudiens bombardent les populations civiles du Yémen n'y change rien non plus. Les affaires sont les affaires!

Au nom du commerce, le Canada, champion des droits humains et de la démocratie, a autorisé l'an dernier la vente de blindés légers à l'Arabie Saoudite pour un montant de 15 milliards de dollars. Pourtant...

PEINE DE MORT TOUJOURS PLEINEMENT EN VIGUEUR

La peine capitale est toujours prononcée par les tribunaux saoudiens pour toute une série de crimes n'incluant pas nécessairement d'actes violents, tels que l'apostasie (le fait de renoncer à la religion), l'adultère ou les infractions liées aux stupéfiants. La justice saoudienne va jusqu'à condamner à mort des mineurs, les peines faisant souvent suite à des procès expéditifs injustes, basés sur des aveux recueillis sous la contrainte ou la torture. En

2016, on comptait au moins 153 personnes mises à mort, la plupart par décapitation sur la place publique.

GRAVES ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Les militants des droits de la personne ont la vie dure en Arabie Saoudite. Le régime saoudien ne leur lâche pas la grappe, et mène une politique répressive massive pour les réduire au silence. Les défenseurs des droits humains sont arrêtés et emprisonnés à la suite de procès arbitraires, et condamnés à des châtiments corporels. Le plus médiatique d'entre eux est Raïf Badawi, prisonnier d'opinion condamné à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet pour avoir critiqué l'islam radical et le pouvoir royal sur son blogue. Mais des dizaines d'autres ont aussi été emprisonnés à la suite de procès expéditifs.

CRIMES DE GUERRE AU YÉMEN

Une coalition militaire, dirigée par l'Arabie Saoudite, combat actuellement au Yémen. Cette coalition a à maintes reprises été dénoncée par des institutions des Nations Unies et d'autres organismes pour des violations aux droits humains et au droit international humanitaire. L'Arabie Saoudite est ainsi fortement soupçonnée de crimes de guerre, réalisant des frappes en visant délibérément des civils, ou effectuant des frappes impliquant des armes à sous-munitions, prohibées à l'échelon international. Les partenaires du royaume saoudien, dont le Canada fait partie, se sont montrés complices de ces violations en fournissant des armes à leur allié saoudien.

REVOIR NOS FRÉQUENTATIONS ?

En tant que citoyen, il est légitime d'exiger de notre gouvernement qu'il applique ses propres lois et qu'il respecte nos valeurs. Si des actes ne sont pas tolérés au Canada, il est normal que nous ne les tolérions pas avec nos partenaires internationaux.

Quand le Canada vend des armes à un gouvernement étranger qui commet des crimes de guerre, il se rend complice de ces crimes... et il nous en rend tous complices par le fait même.

Le Canada doit cesser immédiatement de vendre des armes à des pays barbares qui les utilisent contre des populations civiles. En conséquence, il doit annuler le contrat de 15 milliards de dollars avec l'Arabie Saoudite.

Quand le Canada entretient des liens amicaux avec un gouvernement qui pratique l'apartheid avec les Palestiniens, il se rend complice de graves atteintes aux droits humains fondamentaux et au droit international... et il nous en rend complices également.

Le Canada doit faire pression énergiquement sur le gouvernement de l'État d'Israël pour qu'il cesse la colonisation juive dans les territoires palestiniens et qu'il respecte le droit international.

Quand le gouvernement du Canada cherche à empêcher ses propres citoyens de dénoncer les abus et les actes illégaux commis par des gouvernements étrangers, il se rend doublement complice de ces actes illégaux et de ces abus.

Le parlement du Canada doit annuler la motion antidémocratique qu'il a votée le 22 février 2016 condamnant les citoyens canadiens qui critiquent les politiques de l'État d'Israël, notamment ceux et celles engagés dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, et Sanctions). Ce qui était bon dans le cas de l'apartheid sud-africain, l'est tout autant pour l'apartheid palestinien.

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org



La campagne BDS Québec
www.bdsquebec.ca
www.facebook.com/bdsquebec2.0

Pétition en faveur de Raïf Badawi
www.jesuisraif.ca

Comité de Solidarité/Trois-Rivières
www.cs3r.org
www.facebook.com/comitedesolidarite

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598